



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Soutien aux agriculteurs

Question au Gouvernement n° 3211

### Texte de la question

#### SOUTIEN AUX AGRICULTEURS

**M. le président.** La parole est à Mme Pascale Boyer.

**M. Fabien Di Filippo.** Future présidente de groupe !

**Mme Pascale Boyer.** Mon collègue Adrien Morenas, député du Vaucluse, se joint à moi pour cette question. Au cours de la crise sanitaire, les Français ont redécouvert que l'agriculture française les nourrissait. Nos agriculteurs ayant permis au système de tenir, remercions-les sincèrement une nouvelle fois !  
*(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM, MODEM, EDS et UDI-I.)*

La crise a pourtant montré des points de fragilités. Il est désormais urgent d'identifier les faiblesses et les difficultés qui auraient pu créer des blocages si la crise s'était prolongée. J'en veux pour exemple le problème du déficit de main d'œuvre saisonnière, conséquence de la fermeture des frontières.

**M. Fabien Di Filippo.** C'était déjà un problème avant la crise !

**Mme Pascale Boyer.** Si une nouvelle fermeture était décidée, elle mettrait en péril le ramassage des prochaines récoltes. C'est pourquoi l'hypothèse d'un régime proprement français a été ravivée.

D'autres questions sont à étudier : l'amélioration des circuits logistiques, de distribution et de transformation des matières premières, l'augmentation des prix des produits alimentaires, les marges de la grande distribution, les distorsions de concurrence intra-européenne sur le plan social et environnemental et les exportations de notre savoir-faire agricole vers des marchés à forte expansion démographique. L'attractivité des territoires ruraux passe évidemment par les conditions de vie qu'il est possible d'y trouver mais ce n'est pas suffisant : elle reste conditionnée par le soutien que nous pourrions apporter au maintien ou à l'implantation de nos entreprises rurales dans les secteurs agricoles et agro-alimentaires.

Alors que la volonté du Premier ministre est d'engager prochainement une conférence avec les territoires, pouvez-vous nous indiquer, monsieur le ministre de l'agriculture, vos orientations en matière de souveraineté agricole et alimentaire et vos actions pour que les acteurs des territoires soient pleinement associés au plan de relance ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

**M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.** Vous avez raison de mettre en avant celles et ceux qui, pendant la crise sanitaire, ont permis aux Français de tenir. Le 14 juillet dernier, la France a

rendu un hommage appuyé à toutes celles et ceux qui étaient en première ligne, au front : les soignants.

**M. Fabien Di Filippo.** Il a réussi à dire dix-huit fois « celles et ceux » !

**M. Julien Denormandie.** L'après-midi même, je me suis rendu dans une exploitation agricole. Par ce geste, je voulais, en cette journée d'hommage, témoigner aussi de la reconnaissance de la République envers les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs, toutes celles et ceux qui, à chaque maillon de la chaîne, ont permis à tous les Français d'avoir accès à l'alimentation. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM. – M. Jean-Paul Dufrègne applaudit également.)*

Deuxièmement, la vision que nous devons avoir de la politique agricole et alimentaire est assez simple. Elle repose sur la souveraineté alimentaire française.

**M. Marc Le Fur.** Et le CETA ?

**M. Julien Denormandie, ministre.** Depuis quelques mois, la santé est au cœur de toutes nos discussions. Or, on ne le dit pas assez souvent mais une bonne santé passe par une bonne alimentation. Quelle est la meilleure alimentation au monde ? L'alimentation française, grâce à l'agriculture française ! *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

**M. Fabien Di Filippo.** Il va falloir l'aider un peu !

**M. Julien Denormandie, ministre.** La solution est donc simple : garantir la souveraineté agricole et alimentaire française. Dans cette perspective, il faut continuer à avancer sur de nombreux dossiers. J'en profite au passage pour rendre hommage à mes prédécesseurs, Stéphane Travert et Didier Guillaume. *(« Ah ! » sur divers bancs.)*

Parmi ces dossiers figurent la définition du juste prix, qui n'a pas encore abouti et sur laquelle il faut continuer à avancer, tout comme sur l'investissement dans l'agro-écologie – car les premiers à souhaiter cette transformation sont les agriculteurs eux-mêmes – ou sur la structuration de la filière alimentaire, un réseau de PME et d'ETI qu'il faut continuer à aider, ce que prévoit d'ailleurs le plan de relance, notamment concernant les circuits courts.

**M. Pierre Cordier.** Parlons du CETA et des importations de viande nord-américaine !

**M. Julien Denormandie, ministre.** La politique agricole doit enfin être sociale, parce que l'alimentation française doit profiter à tous les Français. C'est une des autres questions sur lesquelles le Premier ministre m'a demandé de travailler. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

## Données clés

**Auteur :** [Mme Pascale Boyer](#)

**Circonscription :** Hautes-Alpes (1<sup>re</sup> circonscription) - La République en Marche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3211

**Rubrique :** Agriculture

**Ministère interrogé :** Agriculture et alimentation

**Ministère attributaire :** Agriculture et alimentation

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [16 juillet 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [16 juillet 2020](#)